

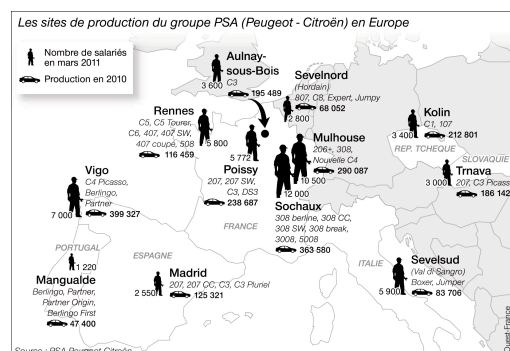
Suppressions d'emplois PSA, M. VARIN doit démissionner maintenant !



Les annonces de la direction de PSA concernant la **possible suppressions de 6000 emplois** dans le groupe sont inadmissibles. Les premiers touchés seront les intérimaires, mais aussi l'ensemble des salarié-e-s les plus précaires, les CDD, les sous-traitants, les handicapés, les malades et les salariés âgés. Pour SUD, chaque salarié-e doit pouvoir garder son emploi, et ne pas tomber dans les pièges de la direction qui tente de nous effrayer pour nous faire partir au plus vite : il faut rester là où nous travaillons !

Les responsables de cette situation sont bien sûr les actionnaires et la direction, et plus particulièrement M. VARIN : c'est pour cette raison que L'Union syndicale Solidaires industrie et l'ensemble des syndicats SUD de PSA demandent sa démission, l'arrêt du plan des suppressions d'emplois, ainsi qu'une autre politique au sein du groupe PSA. La majorité des salarié-e-s en a marre de cette situation, et le fait savoir depuis des années. Toutes les déclarations syndicales, dans la presse ou ailleurs, si elles ne sont pas suivies d'actions et de mobilisations sur le terrain ne servent strictement à rien. **C'est dès maintenant**, dans toutes les usines de France mais aussi d'Europe, qu'il faut organiser la riposte dans l'unité syndicale la plus large possible : les syndicats qui choisiraient de ne pas se battre, qui préféreraient attendre, devront se justifier auprès du personnel le moment venu.

A l'annonce d'une telle mesure (10% de suppressions possible dans le groupe), et dans une situation pareille - où le groupe **PSA continue de faire des bénéfices**, de très bien payer les cadres dirigeants et a bénéficié d'aides de l'état - il est temps de montrer à la direction que nous ne pouvons accepter les choix qui semblent avoir été retenus pour l'instant. Les syndicats SUD, conscients de l'importance d'une réaction rapide et forte, sont déterminés à faire plier la direction et obtenir la démission de VARIN. C'est à cette condition que nous pourrons, dans le groupe, créer des liens de solidarité d'une usine à une autre, et améliorer également nos conditions de travail et nos salaires.



Nous appelons l'ensemble des salarié-e-s, dès maintenant, à débattre de leur participation - avec leurs délégué-e-s - à **une journée de grève nationale** que nous allons tenter élargir au niveau de l'Europe. Les luttes, usines par usines ou pays par pays, ne sont pas suffisantes.

Ce qui se passe aujourd'hui chez PSA, si nous ne réagissons pas, se déroulera dans d'autres groupes de l'automobile également. Nous ne pouvons accepter de payer les frais d'un plan de restructuration, où plusieurs milliers d'entre nous seraient mis à la porte. Quasiment au même moment PSA faisait deux annonces contradictoires :

1. Suppression de 6000 postes en France et en Europe, soit l'équivalent de 2 usines.
2. Poursuite des investissements au Brésil pour augmenter sa capacité de production et développer de nouveaux modèles. Les travailleurs ne sont pas en concurrence !

Pour SUD, cette logique de profits sans limites n'est pas acceptable

Seule la grève, coordonnée dans toutes les usines, peut faire changer la situation : Nous allons écrire également dans ce sens à l'ensemble des syndicats pour constituer un «front syndical» contre ce plan possible de suppressions d'emplois. Les syndicats SUD de PSA, soutenus par leur fédération, mettront tout en oeuvre pour faire de cette journée une réussite : rien n'est perdu, bien au contraire !

**Dans l'immédiat, rassemblement devant PSA à Paris
lors du CCE LE 15 novembre 2011**